



Nous dénonçons les manœuvres de l'extrême droite catholique réactionnaire dans les Côtes d'Armor !

Fin septembre a eu lieu une campagne d'affichage du "Syndicat" de la Famille sur les panneaux de Saint-Brieuc, Dinan, Lamballe, Lannion et Paimpol. Héritier de la Manif pour Tous, ce prétendu "syndicat" est en réalité un groupe de pression issu des rangs les plus à droite des courants catholiques intégristes. Le Syndicat de la famille est opposé au mariage pour tous, aux lois de bioéthique, contre la PMA pour les femmes seules. Ses ouailles pourfendent la supposée « théorie du genre » et le prétendu « wokisme » à l'école, à coup de mensonges et de manipulations grossières, comme c'est le cas dans les affiches collées dans notre département, au contenu transphobe.

Dans le viseur de ce collectif : l'Éducation Vie Affective, Relationnelle et à la Sexualité (EVARS), obligatoire dans les établissements scolaires depuis la loi du 4 juillet 2001, dont le nouveau programme validé par le Conseil supérieur de l'éducation (CSE) est entré en vigueur à la rentrée 2025. Il s'agit d'un enseignement fondamental dans la lutte contre les violences faites aux enfants et adolescent.es, attendu de longue date par la communauté éducative. On ne peut d'ailleurs que s'inquiéter de la récente nomination du nouveau conseiller éducation du premier ministre, Olivier Brandouy, visé par une enquête pour non-dénonciation de pédocriminalité, ce qui laisse craindre que le futur gouvernement traite à nouveau les violences pédocriminelles par le déni. Les enfants sont pourtant les premières victimes des violences sexuelles. Une fille sur cinq et un garçon sur treize sont concerné-es. L'EVARS a également pour objectif de combattre les discriminations et les violences à l'encontre des personnes LGBTQIA+ (Lesbiennes, Gays, Bisexuel·les, Trans, Queer, Intersexes et Asexuel·les). Il y a urgence car on sait que les personnes LGB sont 2 à 3 fois plus souvent exposé-e-s à des violences psychologiques, verbales, physiques ou sexuelles que les personnes hétérosexuelles et que 18 % des personnes trans ont déjà effectué une tentative de suicide après des actes transphobes¹.

On ne peut que faire le rapprochement de ces collages avec la manifestation "contre la christianophobie" qui s'est déroulée le dimanche 28 septembre à Guingamp à l'appel entre autres de SOS Chrétiens d'Orient et European centre for law and justice. SOS Chrétiens d'Orient s'ancre à l'extrême droite depuis sa création en 2013, dans le sillage, là aussi, de la Manif pour Tous. Ses liens avec les réseaux d'Eric Zemmour n'ont cessé de se renforcer ces dernières années. SOS Chrétiens

¹ *Ampleur et impact sur la santé des discriminations et violences vécues par les personnes lesbiennes, gays, bisexuel·le-s et trans (LGBT) en France*, Santé publique France, 2021

d'Orient est par ailleurs visé par une enquête concernant un possible soutien de cette association au régime sanguinaire de Bachar Al Assad en Syrie. Des partenaires syriens de l'association, à la tête de milices pro-Assad, ont été accusés par des ONG syriennes d'avoir pillé des villages, bombardé des civils et entraîné des enfants au combat. Le siège de SOS Chrétiens d'Orient vient d'être perquisitionné fin septembre 2025 dans le cadre de cette enquête.

Nous dénonçons fermement les manœuvres de cette extrême droite réactionnaire et intégriste et ses incursions dans l'espace public de nos villes. Nous rappelons également l'importance de l'Éducation à la Vie Affective, Relationnelle et à la Sexualité dans la lutte contre les violences sexuelles et les discriminations.

Premiers signataires : Visa 22, CGT 22, FSU 22, Solidaires 22, Unsa territoriaux Pays de Saint-Brieuc, FSU-SNUipp 22, Sud éducation 22, Planning familial 22, CVA 22